



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-67 - Séance du 06 septembre 2018

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	24
28	19	24	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2018, le 06 septembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 30 août 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 31 août 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Pouvoirs de : RODENAS François pour SOULIER Alain, JODAR Mélissa pour BASSO Béatrice, MARTINEZ Mickaël pour GAUTIER Sandrine, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MICHEL Yves pour FOUREL Sylvain.

Absents : PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-67 – RESSOURCES HUMAINES : ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU CENTRE DE GESTION DE L'HERAULT

Madame Marie-Thérèse AMALVY, Conseillère Municipale déléguée à l'insertion et aux affaires sociales rappelle que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant plus de 29 agents relevant de la CNRACL un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge. en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Le CDG 34 a communiqué à la commune les résultats de la consultation.

La rémunération du CDG 34 pour l'adhésion à la mission facultative de mise en place et du suivi du contrat d'assurance statutaire est fixée annuellement à 0,12% de l'assiette de cotisation choisie pour la garantie des risques statutaires.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DÉCIDE

Article 1 : D'ACCEPTER la proposition suivante :
Courtier/Assureur : **SOFAxis/CNP**

Durée du contrat : à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2022

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

✚ DÉCIDE D'ADHÉRER au contrat pour les agents titulaires et stagiaires
affiliés à la CNRACL :

Les risques assurés sont :

Désignation des risques	Formule de	Taux	Choix
Décès	Sans franchise	0,14	X
Maladie ordinaire	10 jours	3,09	
	15 jours	2,52	
	20 jours	2,23	
	30 jours	1,76	
Longue maladie et maladie longue durée	Sans franchise *	2,73	
	30 jours	2,57	
	90 jours	2,21	X
	180 jours	1,77	
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire :			
Accident et maladie imputable au service	Sans franchise	0,74	X
	10 jours	0,67	
	15 jours	0,64	
	20 jours	0,63	
	30 jours	0,60	
Maternité, paternité et accueil de l'enfant	Sans franchise	0,55	X
	20 jours	0,47	
	30 jours	0,43	

*En cas de requalification d'un congé de maladie ordinaire en congé de longue maladie/longue durée, la franchise éventuellement appliquée au congé de maladie ordinaire est alors maintenue.

L'assiette de cotisation est composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension, et, de façon optionnelle :

- la nouvelle bonification indiciaire.

Sont exclues les indemnités attachées à l'exercice effectif des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.

↓ DECIDE D'ADHERER au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) et les agents contractuels de droit public :

Les risques assurés sont : Accident de service et maladie imputable au service / Maladie grave / Maternité + adoption + paternité / maladie ordinaire avec franchise de 15 jours consécutifs

Taux de 1,30%

de l'assiette de cotisation composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et, de façon optionnelle :

- la nouvelle bonification indiciaire.

Sont exclues les indemnités attachées à l'exercice effectif des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.

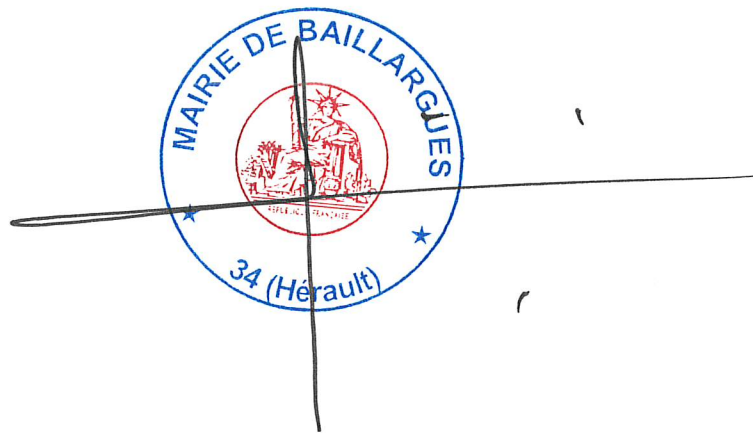
Au titre de la mission facultative de mise en place, de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance statutaire, le CDG 34 doit percevoir une rémunération correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires. Cette rémunération est fixée à 0,12 % de l'assiette de cotisation choisie par la collectivité ou l'établissement pour la garantie des risques statutaires.

Une convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.

Article 2 : après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Pour extrait conforme,
Le 10 septembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le []
- de sa publication le []

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.